

Burundi : Le Conseil de l'UA sur la même ligne que l'EAC

RFI, 14-06-2015 Soudan du Sud et Burundi : les décisions du conseil de paix et de sécurité Le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine est achevé samedi soir à Johannesburg. Ses résolutions sont en cours de finalisation. Les gros dossiers étaient sur la table des chefs d'Etat, deux crises qui inquiètent le continent : le Burundi et le Soudan du Sud. Quelles sont les grandes lignes de ce qu'ils ont décidé ?

Sur le Burundi d'abord, les chefs d'Etat réunis en conseil restent sur la même ligne que ceux de la communauté africaine : pas de référence au troisième mandat de Pierre Nkurunziza, mais la volonté de créer des conditions propices pour des élections crédibles en misant avant tout sur le dialogue. La présidente de la commission devrait s'investir pour la mise en place d'une nouvelle équipe de médiation. Alors que les législatives et les communales prévues dans moins de deux semaines, les ministres de la communauté est-africaine doivent se rendre dès ce dimanche à Bujumbura pour évaluer le processus électoral en cours. Un sommet des chefs d'Etat de la région est dû et déjà annoncé, mais sans date précise. Dans le communiqué final du conseil de paix et de sécurité, pas non plus de demande explicite de report, même s'il devrait mentionner l'idée que la date des élections doit faire l'objet d'un consensus. La commission de l'UA devrait être également appelée à déployer immédiatement des experts militaires pour vérifier le désarmement des milices. Une médiation renforcée pour le Soudan du Sud Pour ce qui est du Soudan du Sud, le conseil de paix et de sécurité a condamné les violences, le peu d'avancées dans le dialogue. La présidente de la commission de l'UA n'a pas caché ses mots : la guerre civile qui oppose depuis deux ans le gouvernement de Salva Kiir et les rebelles de Riek Machar est un carnage et ne doit pas être tolérée. Nkosazana Dlamini-Zuma a appelé à plus d'efforts des deux parties dans les négociations. « Les deux parties, le gouvernement et l'opposition, doivent faire beaucoup plus d'effort pour trouver une solution pour mettre fin au carnage. Comment peut-on tuer les gens quand on les gouverne ? Je suis désolée, mais on ne devrait pas tolérer cela », s'est-elle indignée. Des reproches qui visent particulièrement le gouvernement de Juba, bien que les deux parties soient accusées d'être intransigeantes dans leurs demandes. Mais pour le ministre sud-soudanais des Affaires étrangères, Barnaba Benjamin, le gouvernement de Juba a déjà fait beaucoup d'efforts. « Le fait que le gouvernement accepte de travailler avec l'ancien vice-président et de le réintégrer dans le gouvernement est un compromis important, a-t-il soutenu. En général, vous ne faites pas revenir si facilement quelqu'un qui est devenu un rebelle. Je pense que notre gouvernement devrait être flexible pour tous les compromis qu'il a faits pour atteindre la paix. » Mais l'Union africaine s'est montrée impatiente et a décidé de multiplier les négociations, notamment en incluant dans la médiation des pays comme l'Afrique du Sud, le Rwanda et la Tanzanie. Le conseil de paix et de sécurité a quand même exprimé un satisfecit concernant la nomination de l'ancien président malien, Alpha Oumar Konaré, comme haut représentant de l'UA, et la création du comité ad hoc composé qui s'est formé juste avant le conseil et devrait appuyer la médiation. La décision la plus marquante est l'annonce d'une réunion ministérielle mi-juillet pour examiner le rapport, jusqu'ici resté dans les tiroirs, de l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo sur les violations des droits de l'homme commises dans le pays.